Déclaration d'accessibilité

La société FPEE INDUSTRIES s'engage à rendre ses sites internet, extranet et ses progiciels accessibles (et ses applications mobiles et mobilier urbain numérique) conformément à l'article 47 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

A cette fin, elle met en œuvre la stratégie et les actions suivantes :

- Schéma pluriannuel de mise en accessibilité : en cours de rédaction
- Plan d'actions : en cours de rédaction

Cette déclaration d'accessibilité s'applique à www.fpee.fr.

État de conformité

Le site www.fpee.fr n'est pas en conformité avec le référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA), version 4 en raison des non-conformités et des dérogations énumérées ci-dessous.

Résultats des tests

L'audit de conformité n'a pas été réalisé.

Contenus non accessibles : néant

Dérogations pour charge disproportionnée : pas de dérogation

Contenus non soumis à l'obligation d'accessibilité : néant

Établissement de cette déclaration d'accessibilité

Cette déclaration a été établie le 28/10/2025.

Technologies utilisées pour la réalisation du site www.fpee.fr

- HTML5
- CSS (fichiers externes, intégrés et en ligne)
- JavaScript

Aucune page du site n'a fait l'objet de la vérification de conformité

Retour d'information et contact

Si vous n'arrivez pas à accéder à un contenu ou à un service, vous pouvez contacter la société FPEE INDUSTRIES pour être orienté vers une alternative accessible ou obtenir le contenu sous une autre forme, par mail à accueil@fpee.fr.

Voies de recours

Si vous constatez un défaut d'accessibilité vous empêchant d'accéder à un contenu ou une fonctionnalité du site, que vous nous le signalez et que vous ne parvenez pas à obtenir une réponse de notre part, vous êtes en droit de faire parvenir vos doléances ou une demande de saisine au Défenseur des droits.

Plusieurs moyens sont à votre disposition :

- Écrire un message au Défenseur des droits via le site www.defenseurdesdroits.fr
- Contacter le délégué du Défenseur des droits dans votre région
- Envoyer un courrier par la poste (sans l'affranchir) à :
  Défenseur des droits
  Libre réponse 71120
  75342 Paris CEDEX 07